

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

AMOUR DE LA VÉRITÉ

Un européen aux Roumains à l'étranger

ROBERTO CESTELLI MONTECHIARI

C'est en mai 1970 que je me rendis pour la première fois en Roumanie. L'avion qui me transportait traversa, au moment de toucher terre et en roulant sur la piste d'atterrissage, tout le grand aéroport d'Otopeni, qui était parsemé de canons antiaériens.

Les longues bouches à feu tendues vers le ciel et les groupes de soldats coiffés de casques qui bivouaquaient sur les aires de ciment à leurs pieds, me procurèrent un sentiment d'inquiétude et de peur. Il me semblait avoir fait un saut en arrière de trente ans et être retourné à l'époque où la guerre recouvrait toute l'Europe de son manteau de tristesse et de douleur.

Mon ami Georges M. m'attendait à l'aérogare et après avoir échangé nos saluts affectueux, je ne pus m'empêcher de lui demander la raison de ces canons et quelle était la menace que craignait son pays.

Les Russes, me répondit Georges. Mais Bucarest n'est pas Prague. S'ils ont l'intention de répéter ici ce qu'ils ont fait en Tchécoslovaquie, ils nous trouveront prêts à nous défendre, quelque soit le prix qu'il en coûterait.

Nixon avait visité depuis peu la Rouma-

nie où il avait été accueilli par une explosion d'un enthousiasme populaire authentique.

Et mon ami Georges me raconta que le bruit circulait que le président américain avait demandé au président du Conseil Ceausescu si la Roumanie serait éventuellement en mesure de supporter une troisième guerre mondiale.

Oui, si cela était absolument inévitable, aurait répondu le président roumain, mais ce que mon peuple ne pourrait cependant pas supporter, ce serait une deuxième «libération» par les Russes.

D'autres voyages en Roumanie ont fait suite à ce premier. Le groupe de mes amis avec des Roumains, ce que soit dans leur patrie ou à l'étranger, s'est considérablement élargi; les nécessités de mon travail et mon esprit d'observation d'écrivain et de journaliste m'ont poussé à approfondir ma connaissance de ce peuple, de son histoire, de ses réalités actuelles et de ses problèmes.

Affirmer que je me sens un citoyen du monde serait peut-être exagéré, même si je repousse tout sentiment raciste.

Mais il est certain, par contre, que je suis et me sens un Européen, et j'estime ce

sentiment comme une grande conquête, car ma génération est malheureusement née à l'enseigne désastreuse des nationalismes.

Je sens désormais tous les Européens comme étant mes concitoyens, comme faisant tous partie d'une seule et grande famille. Je dois cependant avouer que je ne me suis jamais senti aussi naturellement proche de quelqu'un qu'avec les Roumains avec lesquels j'ai rencontré une certaine affinité, une correspondance dans le caractère et les réactions que seule une descendance particulièrement étroite peut justifier.

Une position géographique qui constitue un état de nécessité

La position géographique de la Roumanie, comme d'ailleurs celle de la Pologne, a profondément conditionné la vie des peuples qui l'habitent.

Situés aux confins de l'Europe, ces territoires ont toujours subi le premier choc de toutes les invasions provenant des profondeurs de l'Asie et leurs habitants sont devenus les défenseurs naturels des frontières orientales de notre continent.

Aux époques les plus reculées, les princes roumains Dragos et Bodgan I et le prince de Transylvanie entreprirent, à la fin du XIII^e siècle, des luttes acharnées pour chasser les Tartares de la Horde d'or de la terre moldave.

Quand l'offensive ottomane arriva sur les rives du Danube, il sembla qu'aucune force aurait été en mesure d'en empêcher l'avance impétueuse.

Une armée de croisés, formée de la fine fleur de la noblesse européenne, subit une sévère défaite à Nicopolis en 1396.

Mais l'année suivante, Mircea le Grand réussit finalement à les battre sur les rives du Danube et à marquer le premier point en faveur de l'Europe dans son grand affrontement avec l'Asie.

Un peu plus de cinquante ans plus tard, Constantinople tomba sous la fougue des Turcs.

Le monde chrétien en fut bouleversé et le sultan qui les commanda traversa avec toutes ses forces le bas Danube.

L'épopée romaine prend, cette fois, le nom de Vlad Tepes qui conduisit, avec une audace sans pareil, une armée de paysans et réussit une fois encore, avec la fureur du désespoir à sauver son pays et l'Europe.

Le XV^e siècle ne s'était pas encore ter-

miné que les Turcs revinrent, une fois encore, se masser aux frontières sud-orientales de l'Europe.

A cette époque, l'histoire roumaine et, dans une certaine mesure, également celle de l'Europe furent dominées par la figure d'Etienne le Grand.

Ses luttes glorieuses contre l'empire ottoman et son esprit chrétien lui valurent le surnom de «Athlète du Christ» que le pape Sixte IV lui attribua pour «avoir combattu et gagné quarante batailles et avoir fondé quarante églises».

L'histoire de la Pologne se déroule, au cours de ces siècles, parallèlement à celle de la Roumanie.

En 966, déjà, le prince Mieszko transforma, plus par nécessité d'avoir derrière lui une puissance européenne que par une véritable foi, la Pologne en un Etat chrétien et, pour plus de sécurité, en fit don au pape.

Boleslas le Vaillant, son successeur, fort de la chrétienté de sa terre, arrêta et défit, aux alentours de l'an 1000, les Russes qui tentaient d'envahir la Pologne et, enfin, en 1683, le roi polonais Jean Sobieski, avec l'aide également des Roumains, sauva Vienne du siège des Turcs, empêchant ainsi que l'Europe ne devienne musulmane.

En effet, la position géographique de la Roumanie et de la Pologne a créé, donc, à ses habitants un état de nécessité: pour défendre leur territoire, ils ont défendu, pendant des siècles, l'Europe.

En ces temps-là, la force d'agrégation de l'Europe était incontestablement la chrétienté et je pense qu'il n'est pas erroné d'affirmer que ce sont justement les Roumains et les Polonais qui ont été les premières populations à sentir et à comprendre le besoin d'avoir derrière elles une Europe forte et unie.

Nous pouvons les juger, en fait, comme étant les premiers européistes de ces temps lointains et dangereux.

Le lien entre ces deux nations, bien que peu apparent, fut toujours très fort, au point qu'au triste mois de septembre 1939, défiant le danger d'une réaction soviétique et hitlérienne, la Roumanie accueillit fraternellement sur son territoire le gouvernement et les restes de l'armée polonaise en fuite que la double attaque traîtresse des deux grandes puissances voisines avait presque entièrement détruite.



La statue du poète hongrois Petőfi Sandor, dans le centre de Cristuru Secuiesc, en Transylvanie. (Oeuvre du sculpteur hongrois Andras Marcus).

L'état de nécessité dans la réalité d'aujourd'hui

Le rapide, et nécessairement synthétique, regard jeté sur la période historique que nous venons de voir, prouve que les populations roumaines et polonaises se sont battues même dans des conditions extrêmement difficiles, pour leur liberté, celle de leurs territoires et, par suite, celle de l'Europe. Leur action était déterminée essentiellement par des motifs qui sont définis, en terme juridique, comme un «*état de nécessité*».

Le danger qui pesait sur elles était d'une gravité exceptionnelle. Leurs victoires ne furent jamais conquises par suite d'une suprématie numérique, mais grâce au courage de chacun et à l'habileté guerrière, stratégique et souvent diplomatique de

leurs chefs.

Les moyens techniques de guerre étaient pratiquement égaux des deux côtés et l'homme devait affronter toujours et uniquement un autre homme et non une machine de guerre.

Les deux grandes guerres mondiales et, en particulier, la seconde, ont démontré l'existence d'une réalité toute différente.

A l'est du Dniester, l'immense empire des Tsars réussissait à incorporer et à organiser, de la mer Baltique et de la mer de Barents jusqu'à la mer Noire et la mer Caspienne, tous les restes des tribus nomades qui, provenant de l'Asie, avaient envahi l'Europe et avaient été repoussées,

La révolution d'Octobre transforma, certes l'empire tsariste en une union de républiques dont le territoire couvrait deux continents, mais elle ne fit que reléguer au nouveau gouvernement soviétique l'idée impériale de ses prédécesseurs.

Alors que la Seconde Guerre mondiale divisait et démantelait l'Europe occidentale, une politique folle et fatale permettait à la faible Russie de se transformer en une superpuissance mondiale dont les armées qui incorporaient désormais les hordes asiatiques, envahissaient un tiers de l'Europe.

La Roumanie et la Pologne mises en déroute, la Hongrie et la Tchécoslovaquie submergées, les armées de l'U.R.S.S., grâce à la folie d'autres puissances européennes et des U.S.A., passèrent au-delà de Berlin et réussirent ce qu'avaient failli les Turcs en 1683: elles envahirent Vienne.

Pendant près de 20 ans, la Roumanie, aignée à blanc par un vainqueur avide et insatiable, mutilée dans son territoire, fut contrainte d'accepter la forme de gouvernement et de politique sociale que le vainqueur lui-même non seulement lui imposait, mais que même il appliquait, en tant qu'occupant, directement sous la forme la plus brutale.

Grâce à une ruse diplomatique remarquable, qui rappelle celle de Mircea le Grand, les Roumains persuadèrent, il y a environ 15 ans, Krouchtchev de retirer ses troupes de leur territoire.

Le peuple salua les trains qui les ramenaient en U.R.S.S. avec des larmes sincères que les Soviétiques crurent de douleur, mais qui, en réalité, étaient d'une joie irrésistible.

Avec six cents kilomètres de frontière

commune avec un voisin aussi terrifiant et après le résultat désastreux des révoltes en Pologne et en Allemagne orientale, l'expérience horrible de la Hongrie en 1956 et la dernière de Prague en 1968, il serait fou de penser que la Roumanie, comme quelques «romantiques» exilés roumains l'espèrent, puisse, sous la seule poussée intérieure, changer de type de gouvernement sans que n'interviennent, auparavant, des faits d'une portée internationale énorme, ou une troisième guerre mondiale des plus odieuses ou, ce qui est bien plus souhaitable, une transformation au sein de l'Union soviétique qui, sous la poussée d'une bourgeoisie intellectuelle émergente, transforme le marxisme-léninisme en un travaillisme et fasse renoncer le Kremlin à ses plans impérialistes et de conquête qui le dominent actuellement.

Certes, aucun de ceux qui ont lu quelques-uns de mes écrits ne peut m'accuser d'acquiescement envers les doctrines marxistes-léninistes et les dictatures de quelque couleur qu'elles soient.

Mon amour pour la liberté des nations et de l'individu, pour les droits et les justes devoirs de l'homme et ma confiance dans son évolution ne peuvent, je pense, être mis en doute.

Je me sens donc en mesure de pouvoir affirmer, en pleine et libre conscience, que pour la Roumanie, comme pour la Pologne et les autres Etats européens, il existe de nos jours un «*état de nécessité*» qui empêche un choix libre et impose des systèmes et des régimes dont le renversement éventuel correspondrait, actuellement, à un suicide.

Les violentes révoltes de la Pologne, de la R.D.A. et de la Hongrie furent étouffées dans le sang.

Le «Printemps de Prague», plus doux et accompagné de l'ordre de ne pas opposer de défense active, fut suffoqué d'une façon moins dure.

La Yougoslavie de Tito a réussi, en quelque sorte, à adoucir le visage de son communisme et à démontrer sa propre indépendance à l'égard de Moscou, mais elle n'a pas de frontières communes avec l'U. R.S.S. et, jusqu'à présent, les U.S.A. et l'O.T.A.N. ne semblent pas disposés à accepter que les Soviétiques viennent s'installer sur les bords de l'Adriatique.

Grâce à une remarquable capacité di-

plomatique et à une fermeté souple, la Roumanie a déjà réussi à accomplir plus d'un pas sur la voie de l'indépendance vis-à-vis de Moscou.

Mais entendons-nous. La vie est très longue et l'on peut toujours s'attendre, de la part des Soviétiques, à une action brutale en face de laquelle nous devons penser que, malheureusement, l'Occident ne bougera pas.

Les Roumains éparpillés dans le monde - quel que soit le motif pour lequel ils ont abandonné leur patrie et pour autant que cet abandon les ait fait souffrir - doivent le comprendre et les Européens doivent aider, surtout avec leur solidarité, tous les petits pas qui sont péniblement accomplis à l'intérieur des pays de l'Est pour les sortir de l'orbite soviétique.

Par amour de la vérité

Il est actuellement en cours, contre la Roumanie, une vaste campagne de presse à l'échelle mondiale l'accusant d'opprimer les minorités hongroises de la Transylvanie.

C'est une étrange campagne menée par des émigrés hongrois, mais avec de tels moyens qu'on peut en demeurer perplexe.

Et la finalité de cette campagne laisse également perplexe.

Je suis allé en Transylvanie et en ai visité quelques villes. Je me suis arrêté, entre autres à Cluj pour quelques jours et en ai gardé un excellent souvenir pour la beauté des lieux et la cordialité vive et sympathique de ses habitants. J'ai pu parler, en Transylvanie, avec bien des personnes; j'ai été l'hôte de la veuve de Goga, dans le château-musée du grand écrivain disparu; j'ai été reçu à l'Université de Cluj; je suis devenu l'ami d'intellectuels et de la directrice du théâtre hongrois local qui parle fort bien ma langue maternelle, l'italien.

J'ai pu constater partout le respect total du bilinguisme et des traditions des différents groupes ethniques et, à ce propos, pas un seul mot de critique ou de mécontentement de mes amis de Cluj d'origine hongroise. De telle sorte que tous, Hongrois et Roumains, m'ont parlé avec la plus grande franchise pour me raconter même de petites histoires spirituelles et piquantes contre le régime, comme cela se passe, d'ailleurs, dans tous les pays contre tous les gouvernements et, avant tout, contre ceux des dé-

mocraties occidentales.

Je soupçonne - même si c'est là une opinion tout à fait personnelle - que cette campagne improvisée et de vaste portée contre la Roumanie, menée par les soi-disant émigrés hongrois, est en réalité une manoeuvre sournoise du Kremlin qui a tout intérêt à détruire aux yeux de l'Occident le visage de la Roumanie et à briser ainsi le flirt que cette dernière a établi avec l'Europe de l'Ouest et, en particulier, avec les Etats-Unis, tant au cours de la Conférence d'Helsinki que lors de la dernière réunion de Belgrade.

Le gouvernement de Budapest n'a élevé aucune protestation au sujet de cette prétendue oppression des minorités hongroises en Roumanie et aucune réponse officielle n'a donc pu être formulée par Bucarest.

Toute la campagne antiroumaine est manoeuvrée dans la presse mondiale, tout au moins en apparence, par les émigrés hongrois, dont la plupart a fui l'invasion soviétique de 1956. Il est certain que ces messieurs devraient avoir des objectifs bien plus importants à traiter.

Ils ne peuvent certainement pas avoir oublié les horribles journées de 1956, leur lutte inégale et désespérée contre les chars d'assaut soviétiques qui torturaient par le fer et le feu des corps et des espérances. Le monde entier se souvient encore, avec des frissons, des cris désespérés appelant à l'aide lancées par Radio Budapest jusqu'au dernier moment quand, à l'improviste, tout se tut. Et le remords de ne pas être accouru à leur aide par crainte que l'U.R.S.S. ne provoque une troisième guerre mondiale et ne parte à la conquête de l'Europe, doit être encore vif dans la conscience de nous tous, les Occidentaux.

Et pourtant, voici que ces réfugiés réclament à cor et à cri des revendications territoriales vis-à-vis de la Roumanie que leur gouvernement, tout au moins officiellement, n'appuie pas et ne peut pas le faire, en raison aussi bien de l'esprit du Pacte de Varsovie que de celui de l'Acte souscrit à Helsinki.

Et alors ces Hongrois qui se sont réfugiés à l'étranger pour échapper au massacre de 1956, travaillent pour IVAN en pleine conscience, ne sont-ils que leurs valets ou uniquement des prête-noms?

Personnellement, la question, comme je l'ai déjà dit, ne me convainc pas beaucoup et

ne m'est pas claire.

Avec sa politique étrangère patiente et astucieuse, la Roumanie a importuné et importune considérablement l'Union soviétique.

La Roumanie a été le premier pays communiste visité par un président américain; elle poussa l'audace, et la France de de Gaulle ne la comprit pas, jusqu'à demander son adhésion à la C.E.E.; à Helsinki, elle imposa à l'U.R.S.S. de rétracter le principe de la «souveraineté limitée», au nom duquel celle-ci avait, quelques années auparavant, envahi la Tchécoslovaquie et d'accepter celui de la «non-ingérence» dans les faits intérieurs d'autres nations.

Son rôle dans la politique étrangère mondiale est vraiment stupéfiant et certainement bien au-dessus du poids qu'elle devrait avoir comme nation de 22 millions d'habitants seulement.

Ses rapports amicaux avec les Etats-Unis, l'Europe de l'Ouest, la Chine, les Etats arabes et Israël, et le fait d'avoir appelée à jouer le rôle de médiateur dans quelques rapports internationaux (et il semble que ce soit grâce à elle que les U.S.A. et la Chine aient repris le dialogue) sont autant de bouchées amères que le Kremlin a dû avaler sans pouvoir intervenir avec son système habituel: écraser par la force.

Cette tentative - pseudo-hongroise - de démolir la figure morale de la Roumanie aux yeux du monde a, comme je l'ai déjà dit, tous les traits caractéristiques d'une des méchancetés habituelles et des actions cachées de Moscou.

Je peux peut-être me tromper, mais en tant qu'Européen j'estime comme étant de mon devoir de crier «Au feu!» si je vois qu'un incendie menace l'Europe.

Pourquoi les Roumains qui vivent à l'étranger et qui sont certainement mieux renseignés que moi quant au traitement que subit la minorité hongroise en Roumanie, étant donné que le gouvernement roumain ne peut pas intervenir officiellement, ne répliquent-ils pas dans la presse des pays qui les hébergent à propos de ce qu'écrivent les Hongrois contre leur pays, si ce qu'ils affirment ne correspond pas à la vérité?

Cette action doit naturellement être accomplie hors de tout sentiment politique, uniquement par amour de la vérité et pour défendre la terre sur laquelle on est né.

R.C.

QUELQUE CHOSE BOUGE EN POLOGNE

Quatre dissidents au sein
du nouveau Conseil national des écrivains

GUSTAVO HERLING

I l y a quelques mois de cela, un employé à la censure polonaise a passé en contrebande une quantité énorme de matériels et d'instructions secrètes du bureau central de la censure de Varsovie. Nous parlerons plus loin, d'une façon détendue et plus en détail, de cette documentation impressionnante, parfois même bouleversante. Qu'il suffise de dire, pour l'instant, que la valise du censeur transfuge contenait une bombe à horlogerie comparable aux révélations d'un autre transfuge communiste, le colonel de la police secrète polonaise

Swiatlo qui, après plusieurs années, peuvent considérées comme faisant partie des ressorts principaux du tournant d'octobre 1956. Le livre noir de la censure polonaise, - retourné par contre-coup en Pologne et qui a été fait circuler dans les milieux intellectuels par les représentants de la dissidence - est en train de provoquer une demi-révolution. C'est à son ombre que s'est récemment déroulé, dans la ville industrielle de Katowice, le Congrès des écrivains polonais. Il faut s'en rappeler pour mieux comprendre le déroulement des plus houleux et les résultats sur-

prenants de ce congrès.

Sur la banderole rouge et blanche, il aurait été possible d'écrire, à Katowice, le motif véritable de ce congrès: «Contre la censure», en remplacement ou plutôt en plus du motif officiel: «Le rôle de l'écrivain et de la littérature dans la formation de l'esprit patriotique et civique de la société polonaise». Les 128 délégués ont élu un nouveau Conseil national de 25 membres. Parmi les élus, on trouve quatre noms importants de l'opposition polonaise: le romancier et essayiste Szczepanski et le poète Szymborska, qui faisaient déjà partie du Con-

SUR LE FRONT DE LA GRANDE EUROPE

JOSEPH MATHIEU

La société historique tire sa dynamique à partir du contraste entre l'individu et l'Etat, dans lequel l'homme vise à renouveler ce qui existe pour l'adapter à son propre mode d'être et de sentir, tandis que l'autre partie, l'Etat, part d'une exigence opposée, tout autant valable, dont le but est de maintenir l'ordre constitué pour conserver et transmettre aux générations futures les valeurs acquises du passé. Sans ce contraste, la société ne s'élèverait pas jusqu'au fait historique et l'individu finirait par revivre l'existence des cavernes.

Si, par effet de l'introduction de nouvelles machines dans le processus de production, la dynamique de la vie associée change, change également le comportement de l'homme dans le sens que bien que s'adaptant aux nouvelles conditions environnantes, l'homme imaginera de nouvelles voies pour soustraire sa propre personnalité au danger d'être assujetti à des forces étrangères à sa conscience.

C'est alors qu'a commencé, dans le processus de la vie associée, le désaccord qui oppose la société en formation à la société historique qui s'exprime concrètement dans l'ensemble de normes engendrées par l'Etat, selon une *praxis* déjà consommée.

Nous assistons, de nos jours, à un conflit de ce type qui conduit à la confusion, au désordre et aux égarements dans l'administration de la chose publique et dans la conscience des individus à la recherche d'un fil conducteur qui puisse nous redonner, à la fin,

seil sortant, et comme personnages nouveaux, le directeur d'une maison d'édition catholique, Wozniakowski, et l'un des meilleurs narrateurs de la nouvelle génération, Nowakowski. Pour pouvoir évaluer pleinement le sens de cette élection, il convient de ne pas oublier que les trois premiers sont étroitement liés à la toute récente Société des cours scientifiques et aux «Universités volantes» interdites par le régime, tandis que le quatrième est l'un des codirecteurs de la revue littéraire «Zapis», publiée selon la technique du «samizdat» et fait partie de la liste de proscription de la censure.

Les discours les plus écoutés et les plus applaudis au cours du débat du Congrès mettaient constamment en relief, avec une insistance presque martelan-

te, les dangers que court la littérature réprimée, pour ne pas dire suffoquée par la censure. La nouveauté absolue, et vraiment inattendue, du Congrès s'est révélée aux yeux de tout le monde lorsque le porte-parole des autorités se lança dans une critique sévère d'un des discours particulièrement non conformiste et lança l'accusation de «fomenteur des troubles». Trente délégués environ abandonnèrent la salle en signe de protestation avec, au milieu d'eux, le chef de file des écrivains appartenant au parti. L'incident est emblématique et reflète un état de choses qui ne s'était pas produit depuis 1956: la ligne de démarcation jusqu'ici assez rigide, entre les inscrits communistes du monde des lettres et les écrivains hors du parti est en train de s'affaiblir.

Les raisons de l'agitation actuelle sont au nombre de deux. D'une part, l'engagement toujours plus courageux de nombreux écrivains polonais dans les activités dissidentes semble exercer un attrait toujours majeur sur les inscrits au parti communiste. D'autre part, les écrivains communistes ne peuvent évidemment pas ne pas se ressentir de la confusion générale qui règne et qui pénètre le parti en même temps que l'aggravation inéluctable de la situation économique. Le Congrès de Katowice fait justement réfléchir sur ce point dont la portée est incalculable pour l'avenir: même si c'est par la porte de service de la littérature, la dissidence commence à s'infiltrer également au sein même du Parti communiste polonais.

G.H.

l'équilibre perdu, l'unité perdue; équilibre et unité que nous retrouverons dès que nous aurons saisi clairement le sens de notre simultanéité faite d'exigences, de façons de se comporter et de se sentir profondément différents de ceux qui caractérisèrent les générations qui précédèrent la Première Guerre mondiale.

Nous retrouverons cet équilibre, nous retrouverons cette unité, mais uniquement le jour où nous saurons découvrir la logique destinée à reconstituer, sur une base de synthèse (et non de compromis hybrides et d'économies mixtes fausses) les forces politiques et sociales qui sont destinées, même dans leur contraste, à engendrer la formation politique de l'Europe.

L'évolution change les données des problèmes

L'évolution s'est chargée, dans le temps, de changer nos modes de vivre et d'agir et, avec eux, ont changé les rapports qui naissent spontanément entre nous et les autres.

Et c'est de ce changement que naît la fracture du monde contemporain qui voit s'opposer non seulement des groupes d'Etat nationaux, mais même des individus au sein de chaque Etat.

Celui qui croit que l'homme est la fin et la société le moyen estime - au nom de la liberté - que le pouvoir coercitif de l'Etat doit être réduit au minimum indispensable pour permettre le maximum de développement moral et économique de chacun, tandis que celui qui croit que la société est la fin et non le moyen, estime - au nom de la justice sociale - que le pouvoir coercitif de l'Etat doit être accru au maximum jusqu'à l'annulation des individualités, pour permettre une distribution équitable des biens sociaux.

Bien qu'opposées, les deux conceptions ne sont pas irrémédiablement inconciliables. Elles ne le sont pas parce que l'Histoire - et que l'on nous accuse même de tisser la toile

avec les fils de Hegel - nous enseigne qu'entre la thèse et l'antithèse, il y a toujours la synthèse. Si chaque vérité contient son contraire, il est également vrai que dans le contraste il se cache une vérité nouvelle.

Or s'il est vrai - et il est vrai - que le système démocratique parlementaire contient son contraire dans l'Etat oligarchique (et, en dernière instance, l'Etat absolu), il n'en est pas moins vrai que les mouvements qui ont inspiré les deux vérités - liberté et justice sociale - et qui sont à l'origine du contraste, peuvent trouver en eux-mêmes la voie qui les amène à la réalisation de ce nouveau système qui est l'expression de la réalité sous-tendue.

Une nouvelle Renaissance est-elle en cours?

Nous, qui sommes la foule, ne croyons guère au système parlementaire des Etats nationaux qui dégénèrent dans l'anarchie ou dans le despotisme, parce que nous ne le sentons pas plus actuel. Car - comme le dit Emery Reves - nous vivons incontestablement «dans les angoisses d'une crise qui exige une interprétation nouvelle des fondements de notre vie sociale, parce que notre pensée politique et sociale traverse, en ce moment, une période révolutionnaire identique à celle que traversèrent, lors de la Renaissance, l'astronomie et la science abstraite».

Le fait est que les vieux problèmes nous sont de nouveau proposés sous l'aspect d'un dilemme que les systèmes publics en vigueur ne peuvent pas résoudre et qu'ils imposent, en soi, la recherche d'un *autre système* qui vienne faire partie de notre conscience.

Et comme les solutions dépendent des conditions environnantes où mûrissent les problèmes, il s'ensuit que, comme première chose, nous devons découvrir de quelle façon les facteurs techniques, moraux, économiques conditionnent notre mode d'être et de sentir et quel est le sens qu'ils acquièrent dans leur expression sociale.

C'est une découverte à laquelle il est possible d'arriver en procédant à une analyse minutieuse des rapports que nous établissons avec les autres, au fur et à mesure que nous nous réalisons dans la vie associée.

On cherche, depuis plus de trente ans, à donner cours à l'idée d'une union continentale en faisant appel à un pragmatisme des plus louables, mais qui est, malheureusement, insuffisant à orienter le problème vers une solution intégrale qui inclut la totalité de l'espace européen, de l'Est à l'Ouest, et tout ceci parce qu'il ne suffit pas de créer sur le plan pratique des rapports d'interdépendance pour créer une unité, mais il convient, également, que ces rapports tirent leur force et leur validité d'une éthique commune pour un but commun.

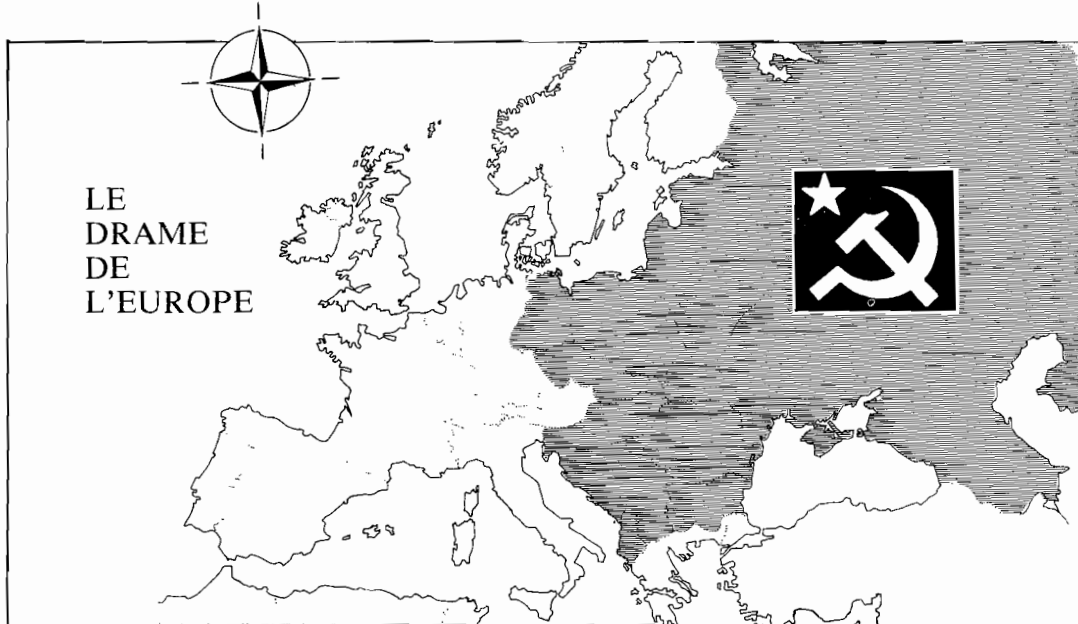
On en déduit que la solution de l'unité européenne ne doit pas être recherchée et mise en pratique dans les seuls rapports extérieurs des divers Etats nationaux, mais également dans les Constitutions qui règlent la vie interne de chaque société nationale. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible d'obtenir une unité éthique pour un destin commun.

Souveraineté nationale ou union?

Croire qu'il est possible de réunir en un système unique des Etats qui ne renoncent pas à leur souveraineté est une pure utopie.

Et si, par hypothèse et en vertu d'une renonciation partielle à leur propre souveraineté - ce qui est, du point de vue du Droit, un contresens - les Etats européens pouvaient se regrouper en une fédération, cette dernière ne serait réalisable qu'entre des Etats ayant des finalités politiques, économiques et sociales communes et non entre des Etats antagonistes tels que ceux de l'Est et ceux de l'Ouest européen.

Si, comme on l'admet généralement, les deux dernières guerres ont eu un caractère éminemment idéologique et, par suite, révolutionnaire, on ne comprend pas pourquoi on ne devrait pas convenir d'éliminer la tension qui pèse sur l'Europe, en créant des Instituts capables de traduire, sur le terrain des réalités concrètes, un équilibre qui ne soit pas engendré par des compromis faciles, mais par des synthèses conformes aux nouvelles nécessités et de donner une réponse aux tensions qui pèsent sur l'Europe grâce à un ordre qui justifie les douleurs, les sacrifices, les horreurs et le sang de deux guerres révolutionnaires.



La Grande Europe

Il n'existe qu'une seule solution. Il ne peut pas y en avoir une qui soit valable pour le monde de l'Est et une autre pour celui de l'Ouest, car les problèmes qui nous sont proposés par la vie contemporaine se manifestent sur des plans universels, dans le sens spatial comme dans le sens conceptuel.

Et s'il est vrai, comme l'a dit Alexis de Tocqueville, qu'il faut «à un monde totalement nouveau, une science politique nouvelle», il ne fait aucun doute que pour donner vie à une Europe intégrée dans son unité, il faut donner la main à une refonte du Droit, dont les sources doivent être recherchées dans les données qui opposent des individus et des sociétés, à l'Est comme à l'Ouest, que les contrastes des uns sont les réflexes de l'opposition des sociétés correspondantes.

Il convient d'avoir, pour une synthèse, une vision claire des impulsions humaines, éthiques, économiques et sociales demandant à être reconnues comme des valeurs historiques comme des éléments donc d'une société historiquement constituée en un Droit nouveau.

Donner à ces valeurs des reconnaissances juridiques et des expressions représentatives signifierait briser le passé et ouvrir les portes sur l'avenir.

Et l'Europe désire être unie. La culture, l'Histoire, son génie le désirent. Mais vouloir l'Europe unie uniquement sur le fil d'un pragmatisme froid, riche de données statistiques, de références, de rappels géographiques, sans toucher à ses structures sociales, est une pure utopie et elle restera ainsi *tant qu'on ne donnera pas également à l'idée un contenu qui mette des ailes aux idéals des jeunes.*

Et il ne faut pas croire que le dialogue qui s'est engagé entre l'Orient et l'Occident exclut cette solution, au contraire, il l'inclut car, comme l'a si remarquablement écrit Bertrand de Jouvenel, «dans le choc entre une liberté et une justice absolue, le rôle du vieux continent - terre de christianisme et générateur de révolutions - il faut proposer aux hommes une synthèse acceptable, une société au sein de laquelle le prix de l'égalité ne soit pas la police politique et celui de la liberté ne soit pas l'exploitation de l'homme par l'homme».

Les éléments formateurs d'une société ainsi conçue existent dans la réalité. Ils prennent une forme et un aspect concret à partir des exigences et des fonctions que chacun de nous exprime et exerce au sein même de la société. Il suffit d'y ajouter un peu de fantaisie.

J.M.

SOVIET STRATEGY and NATO DEFENCE

by PATRICK WALL MP - Chairman of the
Military Committee of the North Atlantic Assembly

It is not often that one is able to read a technical paper that is thoroughly intelligible to the layman. *Soviet Theater Strategy: Implications for NATO* [1] provides one of the best analyses of the Soviet capability to make war on the Central Front of Europe that has yet been written. It also suggests some of the answers, both in terms of strategy and of hardware, and should, therefore, be compulsory reading for NATO's Parliamentarians.

The joint authors, Miss Jacquelyn K Davis and Professor Robert L Pfaltzgraff Jr, are both officers of the United States Strategic Institute whose President, Mr Arthur G B Metcalf, says in his Foreword «The growing threat to Western Europe must be met by a revitalized NATO military posture and a rededication to the original purposes of the Alliance, or, as the report states, face up to the reality of a Western Europe hostage to Soviet intentions and what this portends for the Free World including the United States». It is to be hoped that the ten NATO task groups that are to report to the Washington Summit this summer will provide that rededication and revitalization as this is likely to be NATO's last chance.

The study starts by pointing out that there has been no parallel to the Soviet military build-up since that of Nazi Germany in the 1930s. The USSR is, in fact, spending at least 14% of its GNP on defence, compared with some 5.2% by the

USA. The SALT and MBFR negotiations appear to have stalled and, with a destabilising asymmetry in missile capacity, there is the danger that the USA will no longer be capable of providing a credible deterrent for Europe which means that Europe must be capable of its own defence - which it is certainly not providing today.

The study first examines the new Warsaw Pact strategic-military doctrine and its increased force posture. It then discusses Soviet theatre doctrine and its offensive European strategy, and finally suggests the choices the Atlantic Alliance must face if stability and peace are to be maintained.

Warsaw pact strategic-military doctrine

The most significant change in the Warsaw Pact forces in the last few years is the change from a defensive to an offensive posture based upon greatly enhanced mobility and the trebling of the tactical air force. This could reduce the potential warning time for NATO from three weeks to three days.

The authors emphasize that the USSR's theatre strategy is the attack in which the objective is to surround and destroy the enemy force. To achieve surprise, troop combat readiness is essential and this is not easily achieved in view of the reduction of the period of conscription for the Soviet army from three to two years (NATO now

[1] *Soviet Theater Strategy: Implications for NATO*. By Jacquelyn K Davis and Professor Robert L Pfaltzgraff, United States Strategic Institute, Suite 1204, 1612 K Street, N.W., Washington DC 20006.

averages 12 to 18 months!) However a rapid turnover of forces of between 1 1/4 to 1 1/2 million a year results in a formidable reserve. It is estimated, however, that in peacetime the second echelon will not be combat ready for some 30 days.

Should the Soviets decide to strike, they will probably do so either under the guise of a field manoeuvre or directly from Warsaw Pact assembly areas. The core of such an attack would be their armoured forces which aim to break through by sheer weight of numbers in co-operation with infantry, artillery, helicopters and aviation.

Armoured divisions have had their tank complement increased from 188 to 266, and the T72 tank is a considerable improvement on previous models with a larger gun (125mm smooth bore), more armour and a laser range finder and infra red devices permitting night operations.

The «daring thrust» or «granular» concept based on surprise, envisages numerous and diverse axes of penetration which, it is hoped, would not allow NATO to use tactical nuclear weapons because of the interpenetration of opposing forces. Once penetration has been achieved in a number of points, exploitation will be initiated by assault helicopter units, artillery and motorized infantry breaking the enemy's in-depth defences, and allowing armour to penetrate to rear areas to destroy airfields, ports and transportation systems.

Soviet Frontal Aviation has major tasks in the assault, its new assault helicopters provide flexibility for the attack and the gunships provide close air support, this releasing tactical aircraft for deep interdiction and the destruction of NATO's nuclear stockpiles. Ground attack has at least equal priority with local air superiority as is illustrated by the introduction of the SU 19 (Fencer A), the MIG 23B (Flogger D) and the SU17 (Fitter C) all with low level penetration capability making radar detection difficult. In addition the USSR is developing three follow-on types of combat aircraft - a new fighter, the MIG 29, a new close support aircraft the T58 and a long range supersonic bomber developed from the TU144.

Thus long range interdiction presents dangers to NATO's prepositioned ammunition and fuel supplies. Soviet ECM oper-

ations have also greatly improved which makes NATO's defensive task more difficult.

Takeover western industries intact

As far as nuclear attack is concerned, the Soviets make no distinction between conventional and nuclear warfare. Nuclear weapons are still regarded as the ultimate means by which to influence the outcome of warfare, whether theatre or global.

There are indications, however, that the Soviet Union is developing battlefield nuclear systems of greater precision which will destroy troops, but minimise collateral damage to Western industries which they hope to take over intact. This is significant in view of the Soviet inspired attack on the development and deployment of the US's neutron bomb.

The increased production and deployment of the Backfire strategic bomber and the intermediate range SS20 together with the modernization and stockpiling of nuclear SSM such as Scud, Frog and Scaleboard are all indicative of a continued emphasis on the role of nuclear weapons in local conflicts. Low yield warheads for self-propelled artillery are being developed which suggests their use close to Warsaw Pact troop formations.

The chemical and biological capability of the USSR is also formidable and these weapons are considered to be integral to Soviet battlefield tactics. It is believed that the Soviet Union has developed, standardised and stockpiled highly toxic chemical agents including nerve and skin agents designed to penetrate protective clothing as well as psycho-active agents and binary systems whose toxic substances are produced by a reaction on or over, the battlefield. These agents may be disseminated by tactical missiles, aircraft and ground systems including rockets and tube artillery. It is known that Soviet exercises always include training in defence against chemical warfare and that their new mechanical vehicles, APCs and tanks, can be, at least, partially sealed against chemical/radioactive environments.

As far as major obstacles are concerned the Soviet teaching is to by-pass cities, and they now have a formidable river crossing capacity; it is said that a river the size of

the Rhine can be bridged in half an hour.

Soviet theatre doctrine

In Soviet eyes, attack is the pre-eminent form of combat though, of course, a number of options exist. The obvious routes for a frontal attack on the Central Front in Europe are two. To the North, the traditional path of penetration is through the plains of Northern Germany from Magdeburg via Hanover to Cologne-Duisburg and to the South, where the concentration of Warsaw Pact forces is the greatest, it is from Erfurt via Eisenach to Frankfurt and Mainz. It has been estimated that the USSR could field for such an in-place unreinforced attack against NATO's Central Front, 20 divisions with 370,000 men, 7,000 main battle tanks, 235 modern infantry combat vehicles, 170 helicopters and some 1,200 fixed wing aircraft. If the Third Shock Army were included, it would add 55,000 men, 1,198 tanks, 1,100 infantry combat vehicles together with 18 SCUD missiles and some 408 guns. Let us say some 200 battalion sized combat groups enough for eight to ten breakthrough sectors.

As is well known, NATO forces in Germany are maldeployed for historic reasons originating in the post-war occupation years. In the event of an attack of such intensity, NATO forces would probably be unable to hold their forward positions without rapid reinforcement.

Should such an attack on the Central Front be preceded by an attack on one of NATO's flanks aimed to draw off NATO reinforcements, it would become even more effective.

An attack on the Northern Flank, based on the very strong Soviet forces in the Kola Peninsular and the Baltic is an attractive option and one that must be guarded against.

NATO's reponse

Today NATO stands at the cross-roads. The concept of forward defence is still valid, but Warsaw Pact armies could well reach the Channel ports before NATO's forces have been reinforced. Warning time, formally estimated at some three weeks, has been greatly reduced and everything will depend on rapid mobilization and im-

mediate reinforcement in advance of a threatened attack and this, in turn, depends on the political will and courage of the Western democracies.

In order to check a sudden attack, NATO may be forced to initiate the use of tactical nuclear weapons even though the theatre nuclear balance within Europe now heavily favours the Soviet Union. With the introduction of the mobile SS20 and the Backfire bomber, this disparity will widen in the next decade. Any weakening of the resolve of the USA to use its strategic deterrent in support of Europe could therefore be fatal.

If the initial momentum of the Soviet attack is to be checked the authors suggest that some NATO forces should be redeployed from South to the North of the Central Front and that US and German forces should strengthen forward positions. Other allied forces could be stationed along the East bank of the Rhine covered by further national units and reserves deployed on the Western bank of the Rhine, the key being both depth and mobility. The October 1973 Middle East war showed that tank forces were defensive as well as offensive weapons. These tanks must be in Germany as there may not be time to supply them from the USA. Stockpiles of tanks, artillery and munitions are dangerously low. These must be augmented and dispersed so as not to be eliminated in the initial Soviet air attack.

Advanced technology

The allies are still ahead in advanced technology though the Soviets are catching up. In view of some of the weaknesses already discussed, this lead must be maintained. NATO's conventional forces can be greatly upgraded if the Alliance placed a premium on new technology weapons such as precision guided munitions with accuracies of ten metres or less. Such weapons, if correctly dispersed, could significantly slow the rate of advance and so provide time for NATO's reinforcement. The introduction of such weapons may, however, necessitate a change in the missions and roles of both armies and air forces.

Deep interdiction by NATO air forces is becoming increasingly difficult as many of the USSR's military production plants are

being relocated in its Eastern or Asian regions. Soviet air defence is extremely strong and Soviet tactical air power has been greatly improved. It will, therefore, be necessary to deploy weapons that can be remotely controlled such as cruise missiles which, if developed and deployed in quantity promise to revolutionize theatre warfare. Cruise missiles can be deployed by land, sea or air and are highly accurate as well as flying beneath radar coverage. Soviet logistic infrastructure is inevitably dispersed and vulnerable including their network of fuel pipelines and refineries which would become major targets for cruise missiles. These weapons are also effective at sea and could be used to mine and block choke points, ports and rivers. In this respect the Europeans watch the SALT II negotiations with anxiety due to the Soviets' efforts to restrict the range of cruise missiles in such a way as to render impossible their effective deployment in Europe.

Another important field of advanced technology is that of the anti-tank guided missiles essential to check the Warsaw Pact superiority in armour. In this respect the neutron bomb is also of considerable importance, indeed the authors state that «Towards this end (to counter Soviet armoured threats) the deployment of an enhanced radiation weapon might well be the single most important potential contribution in providing for the defence/deterrence of Western Europe».

The whole question, however, of the balance of advantage in the use of nuclear weapons is an open one. The advantage may not lie with the West; for example 70% of NATO's tactical nuclear weapons are tied to delivery systems and ranges of under 100 miles and NATO's Quick Reaction Alert Forces, F4s and F111s are more vulnerable on their airfields than are Soviet aircraft. The deployment of Patriot and Roland should, however, improve NATO's airfield defences. Finally, if NATO defence is to be credible chemical and bacteriological warfare must receive greater attention.

Conclusion

Miss Davis and Professor Pfaltzgraff are 100% correct when they state that

NATO is at the crossroads. This was recognized at the Summit in London in May 1977. Certain immediate steps were taken, on anti-armour, reinforcements and stocks and ten working parties were set up to report to the Washington Summit this year.

It is to be hoped that many of the suggestions made in this invaluable study will have been considered by these working parties. Chief amongst these are:

- (1) The importance of action over reinforcement etc. before war starts,
- (2) The danger of an attack on the Northern Flank preceding an attack on the Central Front,
- (3) The need to strengthen NATO's forces in order to preserve at least the present unsatisfactory balance,
- (4) The vital importance of the North Atlantic,
- (5) The need to maintain allied superiority in advanced technology including PGMs, cruise missiles and the neutron bomb,
- (6) Adequate stocks well dispersed but correctly located.

P.W.

ACADÉMIE INTERNATIONALE DE LUTÈCE

GRAND CONCOURS 1978

« L'Académie Internationale de Lutèce » annonce son X^e Grand Concours International 1978 :

- **LETTRES :**
Poésie - Roman - Reportage - Théâtre
Journalisme.
 - **SCIENCES - MUSIQUE et VARIÉTÉS :**
Passage sur scène - Chansons
Le « Louis d'Or de Lutèce ».
 - **BEAUX-ARTS :**
Peinture - Sculpture - Arts appliqués
Photographie...
- Nombreux Prix en espèce - Médailles - Diplômes
Coupes de Lutèce
- Date limite des inscriptions : 15 Septembre 1978.
Remise des récompenses au cours du GALA ANNUEL, le 2 Décembre 1978 à Paris.
- Pour toute demande de règlements, prière de joindre une enveloppe libellée à votre adresse (timbrée au C.R. international).

S'adresser à :
ACADÉMIE INTERNATIONALE DE LUTÈCE
104, rue Amelot - 75011 PARIS (France)

Allocution au SYMPOSIUM DES ECRIVAINS

J.C. DRAGAN

M. le Président, Mesdames, Messieurs,
Je voudrais vous dire, avant tout, que je n'ai pas préparé un discours - et je vous prie de m'en excuser. Je me permettrai, cependant, de soumettre à votre aimable attention quelques réflexions sur les thèmes de votre Symposium.

Les trois points que je soulignerai devraient être envisagés sous un angle européen. Celui qui vous parle est un exemple de citoyen européen assez convaincant, vu qu'il est né en Roumanie, que son passeport est italien et que sa résidence principale est en Espagne. J'écris en roumain

puisque c'est ma langue maternelle, mais je corrige moi-même les épreuves de mes livres qui paraissent en français, en anglais, en italien, en allemand, etc.

Le premier point traite de la naissance de la littérature. Je voudrais seulement vous rappeler que cette naissance se confond avec celle du chant. Je suis persuadé que la première forme de littérature était la littérature chantée. Les encyclopédies du monde entier sont unanimes pour voir en Orphée le premier poète. Il est vrai qu'on le trouve dans les traités de littérature grecque; mais n'oublions pas qu'il était d'ori-



M. J.C. Drăgan s'entretient cordialement avec M. C. Tsatsos, le Président de la Grèce, pendant les travaux du

gine thrace. On peut donc affirmer que la Thrace a donné à l'humanité son premier poète. Ce qui ne veut pas minimiser l'importance et le rôle exceptionnels de la Grèce dans les domaines de la culture et de la civilisation. Un des mérites essentiels de la culture grecque est d'avoir synthétisé le meilleur des cultures précédentes, car il est indiscutable qu'il a existé une littérature avant la littérature grecque. On pourrait reconnaître dans la figure d'Homère le symbole de cette synthèse culturelle. Vous n'ignorez pas qu'Homère a été contesté comme personnage historique; mais, à mon avis, l'abondance des données que l'on trouve dans «L'Iliade» confirme l'existence réelle d'un écrivain appelé Homère. Et vous savez très bien que grâce aux détails nombreux et minutieux que l'on trouve dans son oeuvre, le grand archéologue Schliemann a pu découvrir Troie. Le même esprit synthétique de la Grèce se manifeste aussi par l'absence de toute délimitation rigide entre les diverses créations de l'esprit: philosophie, histoire, littérature, science. Hérodote n'était-il pas en même temps historien et le fondateur de la prose littéraire grecque?

Les trésors de l'antique Hellade nous



Symposium d'Athènes.

ont été transmis par ce que nous appelons habituellement la culture gréco-romaine. En effet, bien que vaincus militairement, les Grecs ont su imposer au vainqueur leur culture et leur civilisation.

En 1973, à Florence, le Conseil de l'Europe a organisé un Symposium des Ecrivains pour examiner quelle était autrefois et quelle est de nos jours la jonction de l'écrivain dans la société. Et avec cela, je passe au deuxième point de mon intervention.

Les écrivains sont les porte-parole des intellectuels et en même temps les critiques de la société et des valeurs en décadence. Mais, malheureusement, les écrivains sont trop peu connus, ce qui s'explique aussi par cette tendance à lire de moins en moins - il existe, en outre, le difficile problème de la traduction. La beauté d'une langue ne peut pas être projetée sur une autre. On dit très souvent «traduttore traditore»; mais il me semble que la trahison intéresse à la fois la forme et la substance. D'autre part, il y a cet obstacle du grand nombre de langues. Nous avons en Europe une trentaine de langues; si nous traduisons une seule oeuvre d'une langue dans toutes les autres, nous arrivons à 900 traductions.

Ne serait-il pas logique, alors, de concevoir l'adoption d'une langue universelle parallèle aux langues nationales? Tel est le troisième point de mon intervention. Cette langue internationale pourrait être le français ou l'anglais. Je n'ignore pas les nombreux obstacles qui entravent une telle adoption; mais l'importance de la cause nous impose de trouver enfin un moyen de communication unique.

Mais en attendant, il est très important d'encourager l'enseignement des langues dans tous les pays. J'oserais même proposer la standardisation de l'alphabet pour permettre la transmission de ces langues. Certes, je me trouve un peu dans l'embaras de demander aux Grecs de sacrifier leur alphabet en faveur de l'écriture latine; mais je crois qu'il s'agit là d'un effort dont les résultats ne se feront certes pas attendre et je pense, notamment, à une meilleure diffusion de la culture grecque dans le monde.

Je terminerai en soulignant que nos initiatives pour faciliter la circulation des idées coïncident avec les buts poursuivis par les signataires des Accords d'Helsinki.

J.C.D.

LA BIBLE DE LA VILLE DE L'EUROPE

à l'occasion de l'inauguration du nouvel
édifice du Conseil de l'Europe à Strasbourg



Histoire gravée sur les murs alsaciens

les toits

les fenêtres

et les portes

rues

ruelles

places

parcs

sur les arcs

aux vitraux

dans les orgues des églises

sur les murs des tours

l'âme des monuments

le coeur palpitant des vieux arbres

et les feuilles qui survolent et caressent le pavé

au berceau de l'hémicycle

et au cycle étoilé du drapeau bleu

flottant aux vents incertains des droits de l'homme

de la paix

des promesses

des attentes

des désirs

des rêves vastes

STRASBOURG

Strasbourg - belle ville d'Alsace.

Le Conseil de l'Europe

son drapeau bleu étoilé d'or.

Histoire d'antan de Strasbourg

tambours

la Marseillaise

un aller et retour

des joies et des souffrances

*pour l'Alsace
pour la Lorraine.
Histoire d'antan se reflétant dans le Rhin.*

*L'Histoire d'aujourd'hui de Strasbourg
le Conseil de l'Europe
son drapeau bleu
d'autres drapeaux - d'autres couleurs
et le cri de l'Europe: s'unir, ou mourir!*

Cri qui coule dans le Rhin.

*des points et contrepoints
des silences pensifs
des cris sans écho
à la soif insatiable de tout être
de toute ère
de toute terre.*

*Histoire toujours fluente sur le fleuve
les canaux paisibles
et les eaux d'aquelles.*

Vieille Bible et Bible Nouvelle de la Ville de l'Europe.

Jean Coutsocheras

VOTRE VILLE
AIDERA-T-ELLE A FETER L'AN 2000?

L'an 2000 sera la plus grande chose depuis l'an 1000: le plus grand changement sur le calendrier, que beaucoup d'entre nous auront la chance de voir!

Le monde court cependant le risque de mourir de peur. Si l'on mentionne l'an 2000, on invite le commentaire sardonique «Si jamais nous y arrivons!».

Les villes membres de WACY 2000 sont résolues non seulement à survivre jusqu'à l'an 2000, mais aussi à survivre *pour fêter la réalisation d'un monde stable et prospère!*

Jusqu'à ce jour 215 municipalités, répandues partout, possèdent la qualité de membre: plus de 50 aux Etats-Unis et plus de 50 en Australie; les autres se trouvent dans diverses parties du monde - Belgique, Pays-Bas, Canada, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Amérique du Sud, Amérique Centrale, et ainsi de suite.

Quand les villes entrent dans WACY 2000, elles plantent «des arbres de fête (de n'importe quelle espèce) dans l'espoir de la stabilité et la prospérité mondiales avant l'an 2000».

Les municipalités peuvent faire partie de WACY 2000 à titre gratuit, et sans aucune obligation à part l'entretien des arbres qu'elles ont plantés et l'expression d'une intention tangible de participer à des célébrations mondiales pour l'an 2000.

C'est maintenant à vous d'entrer dans l'association mondiale. - Vous n'avez qu'à vous adresser au Secrétaire de WACY 2000, à exprimer votre intérêt et à mentionner la ligne de conduite que vous proposez pour aider à réaliser les buts de l'association. ... Peut-être voudriez-vous bien planter un arbre dédié à ceux-ci, et encourager divers projets créateurs dans votre ville?

*Veillez adresser
toute correspondance à:
World Association for,
Celebrating Year 2000
31 Clerkenwell Close,
London E.C.1R OAT, Angleterre*



Colloque sur le cinéma et l'Etat

Le cinéma européen est en crise. Rares sont les films européens qui se vendent à l'étranger et l'échec des grosses productions pèse lourd dans l'économie du cinéma. Cependant, si le marché du film européen se porte mal, il n'en est pas de même pour le film américain qui occupe une position dominante partout en Europe.

Ainsi les statistiques montrent qu'en France, par exemple, sur la masse des recettes, les films américains ont réalisé de 1971 à 1977 une hausse de 114%, le film allemand en République fédérale d'Allemagne qui, en 1971, couvrait 36% du marché, n'atteignait plus que 11% en 1976. En Italie, en Espagne au Portugal, en Grèce, tout comme dans les pays scandinaves, l'avantage reste du côté américain.

Le Colloque de Lisbonne (juin 1978) organisé par la Commission de la culture et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a été une discussion entre gens du cinéma d'une part, et parlementaires, experts et représentants gouvernementaux d'autre part.

L'analyse du cinéma ouest-européen dans ses aspects artistiques a été demandée à M. N. Garnham, chargé des études de média à l'Université de Londres

Le bilan économique a été dressé par M. C. Degand (Centre national de la cinématographie française) qui a décrit la situation du marché, de la production, de la distribution, du financement et de la relation cinéma-télévision. Le réalisateur italien, Luigi Comencini, dont on connaît le célèbre «Don Camillo», «Pain, amour et fantaisie», «Les aventures de Pinocchio», «L'incompris» et plus récemment «Qui a tué le chat?» a été le Rapporteur général du Colloque.

Des propositions ont été faites pour établir les principes d'une politique des

Etats à l'égard du cinéma et remédier à la situation actuelle, qui provient à la fois de la production qui ne tient pas assez compte du marché, des circuits de distribution dépendant des multinationales hollywoodiennes, des équipements techniques (studios, labos, salles) insuffisants, de la fiscalité trop lourde, et très largement de la concurrence de la télévision.

Si l'Europe du film veut reprendre son souffle, une première mesure pourrait être une entente des Etats européens sur une politique d'investissement minimal garanti d'aide au film. □

Les droits de l'homme

Les droits de l'homme en Europe et dans le monde étaient le thème principal d'une récente discussion au sein du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Les ministres des Affaires étrangères ont passé en revue les développements aux Nations Unies et, à la lumière de Belgrade, les suites données à la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

Les ministres ont approuvé le texte d'une déclaration sur les droits de

l'homme pour marquer le 25^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention européenne des Droits de l'Homme cette année, qui est aussi le 30^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme proclamée par l'Assemblée Générale des Nations Unies. A la lumière de cette Déclaration, les ministres ont demandé à leurs délégués de prendre des dispositions pour que suite soit donnée à ces objectifs prioritaires dans le secteur des droits de l'hom-

me du programme de travail du Conseil de l'Europe.

Au cours d'un examen général des résultats de la 32^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, les ministres ont constaté l'accroissement de la coopération au sein des Nations Unies entre les pays de l'Europe occidenta-

le, non seulement parmi les Neuf des Communautés européennes, mais aussi parmi les Vingt. Ils ont également pris acte avec satisfaction de la coopération étroite entre tous les pays qui ont la même approche en matière de droits de l'homme. En vue de la 33^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

les ministres ont confirmé les instructions données à leurs délégués de poursuivre leurs échanges de vues à Strasbourg, avec la participation d'experts des administrations nationales, en temps utile avant l'ouverture de cette session en septembre.

20^e Congrès de tout cœur à Berlin

10 juin 1979

«Pour une Europe d'hommes libres»

Le nouveau, CDU et CSU sont les hôtes d'un congrès européen de l'«Union Européenne des Démocrates-chrétiens», l'UEDC. Notre dernier congrès eut lieu à Bonn. Pour la première fois, nous nous rendons le 6 juin pour 3 jours à Berlin. Cela représente une étape importante dans l'histoire de l'UEDC. Et nous sommes heureux que cela se réalise justement à l'occasion du XX^e congrès.

Des délégués - en majeure partie parlementaires actifs - se réunissent à Berlin également dans le cadre de leur groupe au Parlement Européen et avec les représentants du Conseil de l'Europe. Le lieu de réunion est le Reichstag, où le groupe CDU/CSU du Bundestag allemand tient régulièrement ses séances berlinoises.

L'UEDC a des temps mouvementés derrière elle. Elle a créé - à partir de ses propres rangs - le Parti Populaire Européen, pour s'armer à temps en vue de l'élection au suffrage direct au Parlement Européen qui aura lieu le 10.6.1979. Le PPE a élu parmi nous Leo Tindemans comme président. Ce grand européen chrétien et démocrate est également célèbre et estimé en Allemagne. C'est avec le PPE et Leo Tindemans que nous partirons en campagne. Que nous appartenions à des partis qui sont actifs au sein de la Communauté des NEUF ou bien à l'extérieur, en Autriche ou en Suisse, au Portugal, en Espagne ou à Malte: tous sans exception, nous disons oui à ce noyau européen. Nous tous participerons à sa croissance et à son développement. Et ceux qui ne peuvent participer directement suivent avec un vif intérêt de l'extérieur le processus historique.

Le Congrès de Berlin renouvellera notre profession de foi en l'Europe. Il montrera que les démocrates-chrétiens sont toujours le parti pour l'Europe, pour la liberté de l'Europe et pour la liberté de l'individu. Nous qui, depuis 30 ans, sommes le moteur de l'Europe, avons non sans raison pris comme slogan pour l'élection au suffrage direct du 10 juin 1979: «Pour une Europe d'hommes libres». Nous souhaitons la bienvenue aux délégués et aux invités. Qui vient à Berlin témoigne par là-même qu'il sait combien l'ancienne capitale de l'Allemagne est le symbole de liberté pour laquelle les démocrates-chrétiens ont lutté tout au long de leur histoire. Le Congrès traitera de l'Europe, mais également des sujets importants des droits de l'homme et du terrorisme. Et près du mur de Berlin, point de soudure entre la liberté et la non-liberté, nos délibérations prendront un poids particulier. A Berlin, on sait ce que sont l'anarchisme et le terrorisme. C'est ici que fut assassiné von Drenckmann, c'est ici que notre ami Lorenz fut enlevé. C'est ici que récemment des criminels ont libéré par le revolver un des leurs de la prison. C'est donc ici que nous ferons preuve de solidarité, de la force de nos liens et que nous traduirons notre programme en actes. Deux mois après le congrès du PPE à Bruxelles, Berlin doit donner à tous les démocrates-chrétiens de nouvelles impulsions.

MOSCOU - 9 Octobre 1944

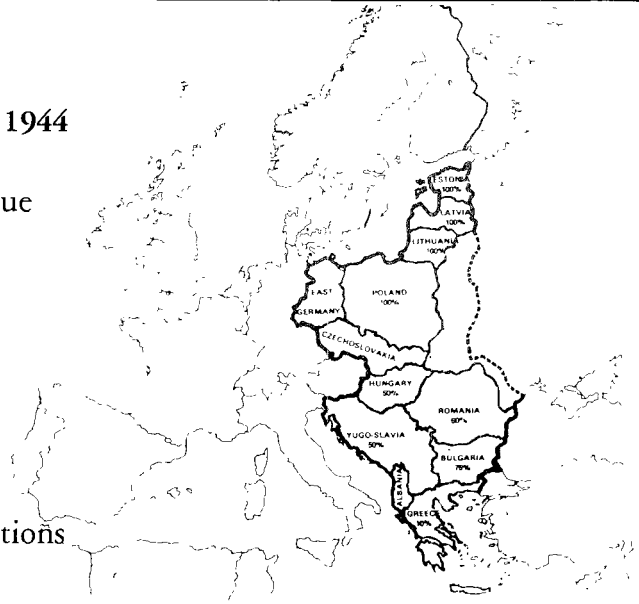
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>Roberto Cestelli Montechiari: Amour de la vérité</i>	1
<i>Gustavo Herling: Quelque chose bouge en Pologne</i>	6
<i>Joseph Mathieu: Sur le front de la grande Europe</i>	6
<i>Patrick Wall: Soviet strategy and NATO defence</i>	10
<i>J.C. Dragan: Allocution au symposium des écrivains</i>	15
<i>Jean Coutsocheras: Poésies (Strasbourg; la Bible de la ville de l'Europe)</i>	16
Documents du Conseil de l'Europe	18

Bulletin européen

Editrice Nagard Srl - Via Magnanapoli n.11 Roma

Direttore responsabile: Sabino d'Acunto

Direzione e Redazione: Via Magnanapoli n.11 Roma - tel. (06) 679.77.85 - Reg. Trib. Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - *Rivista mensile - Sped. Abb.postale gruppo III (70%)*

A B O N N E M E N T S

Italie: <i>ordinaire</i>	lires	6.000
<i>de soutien</i>	lires	30.000
Etranger: <i>ordinaire</i>	ff.	50
<i>de soutien</i>	ff.	250

(ou contre-valeur dans une autre monnaie européenne - ou dollars)

Centro Stampa Butangas - Milano via Larga, 11